



## OBSERVATOIRE géopolitique de l'Indo-Pacifique

*Revue d'analyses*

# LA DÉCLARATION DE WASHINGTON ET L'ÉVOLUTION DE L'ALLIANCE STRATÉGIQUE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CORÉE DU SUD DANS L'INDO-PACIFIQUE

**Damien Tschantré** / Journaliste

Juin 2023



## PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



**Damien Tschantré / Journaliste**

Damien Tschantré réalise pour l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique des revues d'analyses thématiques d'articles récents de chercheurs et d'experts dans le monde. En 2022, il a collaboré avec le Centre français de recherche sur l'Irak pour effectuer ce même type d'exercice. Actuellement étudiant en Master2 dans le domaine de la médiation des sciences et des savoirs au Conservatoire national des arts et métiers, il a aussi été diplômé de l'École supérieure de journalisme de Paris en 2019.

---

## PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DE L'INDO-PACIFIQUE

L'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique de l'IRIS a pour ambition de constituer une plateforme visible et référencée afin d'accueillir toutes les contributions et les lectures provenant de différentes parties de l'Indo-Pacifique et de disciplines diverses. Elle offre un lieu de production d'analyses et de débats, mais aussi une bibliothèque thématique sur un espace dont la pertinence commence à peine à être discutée.

Cet observatoire est co-dirigé par **Marianne Péron-Doise**, chercheuse associée à l'IRIS, et **Éric Mottet**, chercheur associé à l'IRIS, et s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique.



PROGRAMME  
**ASIE-PACIFIQUE**

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

La visite d'État de six jours du Président sud-coréen, Yoon Suk-yeol, aux États-Unis fin avril 2023 visait à célébrer le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'alliance entre Séoul et Washington et la signature du Traité de sécurité mutuel signé en 1953 entre les deux pays tout en lui donnant un nouveau souffle. La Corée du Sud attend en effet de son allié le renforcement de ses capacités de dissuasion face à une Corée du Nord belliqueuse qui multiplie les tirs de missiles balistiques depuis plus d'un an. Pour mémoire, 69 tirs ont été observés en 2022. Toutefois, Yoon Suk-yeol, qui n'a pas caché son ambition de doter son pays de l'arme nucléaire, n'a pas obtenu de Joe Biden le déploiement d'armes atomiques sur son territoire.

La Déclaration de Washington adoptée le 26 avril 2023 entre les deux alliés permet toutefois de renforcer la coopération bilatérale de défense dans sa dimension nucléaire avec l'instauration de discussions et d'activités spécifiques à travers la création d'un « groupe consultatif nucléaire » chargée de mettre en œuvre le concept de « dissuasion élargie » et précise la nature des engagements américains dans ce dernier cadre. Il est notamment questions d'exercices de simulations et de déploiement de moyens stratégiques américains dont celui de sous-marin nucléaire. Il n'est cependant pas question du partage nucléaire souhaité par le président sud-coréen qui a renouvelé l'engagement de son pays à respecter les dispositions du traité de non-prolifération.

Ces mesures sont loin d'avoir clôt le débat sud-coréen interne sur la question, récurrente, du développement nucléaire du pays. Mais elles permettent toutefois au Président Yoon d'expliquer à ses détracteurs et critiques que son allié américain prend au sérieux ses inquiétudes. Dans cet ordre d'idée, les armées des deux pays ont lancé des manœuvres conjointes comportant des exercices dits « d'annihilation » d'un format inédit le 26 mai 2023. Ceux-ci n'avaient plus eu lieu depuis 2017 et soulignent la reprise d'une stratégie plus offensive vis-à-vis de la Corée du Nord.

## UN PARTENARIAT ACTUEL EN MOUVEMENT

Du côté du Council on Foreign Relations (Washington), les chercheurs James M. Lindsay et Scott A. Snyder voient dans la rencontre qui s'est déroulée entre les deux présidents, quatre éléments à retenir<sup>1</sup>. Le premier est que pour Yoon Suk-yeol les deux questions principales de cette rencontre sont « Le renforcement de la dissuasion contre la Corée du Nord et la protection des industries sud-coréennes contre le nationalisme économique américain » alors que les menaces nucléaires nord-coréennes se font plus fortes et qu'aux États-Unis « la loi sur la réduction de l'inflation et l'interdiction de la vente de technologies de semi-conducteurs de pointe à la Chine ont mis de nombreuses entreprises sud-coréennes dans une situation difficile ». Le deuxième élément à retenir est que « Yoon a obtenu une partie de ce qu'il voulait sur le front de la sécurité » avec la menace explicite, contre la Corée du Nord, des États-Unis de mettre fin à tout régime qui l'attaquerait ou qui attaquerait ses partenaires et « la Déclaration de Washington, qui a renforcé la collaboration nucléaire entre les deux pays ». Mais cette coopération ne permet toujours pas à Séoul de pouvoir déployer des armes nucléaires sur son territoire. Le troisième élément à retenir est le fait que « Yoon n'a pas atteint beaucoup de ses objectifs de politique économique et qu'il pourrait faire face à un travail difficile pour réorienter les entreprises et les investisseurs sud-coréens de la Chine vers les États-Unis. Enfin, les deux présidents n'ont pas beaucoup parlé publiquement de l'Ukraine ». Effectivement, la Corée du Sud veut éviter d'envoyer de l'aide militaire en Ukraine par crainte que la Russie renforce son aide militaire à la Corée du Nord en représailles. Pour autant, la position de Séoul pourrait évoluer.

Si les États-Unis ne répondent pas exactement aux attentes de son partenaire coréen, particulièrement sur le plan économique et commercial, « les dirigeants politiques américains souhaitent encourager le rôle de la Corée du Sud en tant que - selon les mots du président Yoon - un « État pivot mondial », engagé dans des questions aussi variées que la technologie, la défense et la démocratie<sup>2</sup> ». C'est ce qu'affirme à l'Association coréenne d'études internationales (Korean Association of International Studies), et le directeur général du think tank américain conservateur Center for a New American Security, Richard Fontaine. Le chercheur estime que cette visite montre que l'alliance entre les deux pays est en mouvement. Et si face aux refus des Américains de voir Séoul développer son propre arsenal nucléaire les Sud-Coréens sont avant tout inquiets de la montée en puissance de l'arsenal nucléaire nord-

<sup>1</sup> James M.Lindsay et Scott A.Snyder, "The President's Inbox Recap : The Biden-Yoon Summit", Council on Foreign Relations, 5 mai 2023. <https://www.cfr.org/blog/presidents-inbox-recap-biden-yoon-summit>

<sup>2</sup> Richard Fontaine, « Yoon's State Visit Shows an Alliance on the Move », The Korean association of international studies, 27 avril 2023. [https://koreaponpoint.org/view.php?topic\\_idx=61&idx=185](https://koreaponpoint.org/view.php?topic_idx=61&idx=185)

coréen et des menaces de Pyongyang, la Déclaration de Washington « associée aux remarques franches du président Biden, devraient faire un chemin significatif pour rassurer. Les deux parties ont créé un nouveau groupe consultatif nucléaire qui discutera de la planification nucléaire et stratégique, en tenant compte des menaces et des réponses de la Corée du Nord ». Une décision d'autant plus importante pour essayer de rassurer la population, que plus de deux tiers des Sud-Coréens souhaitent aujourd'hui que leur nation développe son propre arsenal nucléaire et que la moitié des habitants du sud de la péninsule pensaient jusque-là que « les États-Unis ne risqueraient pas leur sécurité pour protéger la Corée du Sud<sup>3</sup> ». Mais notons que pour Yan Uk de l'Asan Institut for Policy Studies (basé à Séoul), l'accord « ne sera pas en mesure de soulager les préoccupations du public concernant l'avancement des prouesses nucléaires et des missiles de la Corée du Nord. Les deux pays auraient dû au moins se mettre d'accord sur la planification et l'utilisation conjointe des armes nucléaires américaines<sup>4</sup> » a-t-il déclaré au journal *Korea Times*. Le politiste Cheong Seong-chang de l'Institut Sejong (basé à Séoul) va plus loin en déclarant au quotidien qu'« il est très regrettable que la Corée du Sud ait volontairement renoncé au droit de se retirer du TNP<sup>5</sup> à ce moment où les menaces du Nord d'utiliser des armes nucléaires tactiques deviennent de plus en plus explicites ».

Au-delà de la question de la menace nucléaire, Richard Fontaine souligne que dans l'évolution de ce partenariat, Washington applaudit le pas réalisé par le président Yoon vers le Japon pour rapprocher les deux nations et développer des liens économiques et stratégiques plus étroits. Ainsi Yoon a été invité par le Premier ministre japonais Fumio Kishida à participer au sommet du G7 à Hiroshima. Enfin à Washington, « aux côtés de Joe Biden, le président Yoon a souligné que l'alliance américano-sud-coréenne « ne fonctionne pas pour de simples intérêts », mais « est une alliance de valeurs, se tenant ensemble pour sauvegarder la valeur universelle de la liberté ». Une position partagée qui résonne d'autant plus aujourd'hui face à la volonté de la Chine et la Russie de réviser l'ordre international. Pour Richard Fontaine, « la visite d'État semble produire de bons résultats, mais elle ne devrait représenter qu'un pas vers une alliance plus grande et plus ambitieuse ». Afin d'atteindre cet objectif, il recommande que Séoul soit associé au dialogue stratégique du QUAD<sup>6</sup>, que le G7 devienne le G8 en incluant la Corée du Sud et que Séoul livre du matériel et des munitions à l'Ukraine.

<sup>3</sup> Selon une enquête de l'Asan Institute.

<sup>4</sup> Lee Hyo-jin, « Washington Declaration means US' rejection of nuclear-armed S. Korea », *The Korea Times*, le 27 avril 2023. [https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2023/04/113\\_349938.html](https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2023/04/113_349938.html)

<sup>5</sup> Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

<sup>6</sup> Le Quad (Quadrilateral Security Dialogue) constitue un mécanisme de coopération militaire et diplomatique rassemblant les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde. Constitué en 2007 puis relancé en 2017, il tend depuis 2021 à s'institutionnaliser et à s'ouvrir à d'autres participants sous l'impulsion de l'administration Biden qui entend s'en servir pour contrebalancer l'influence et les initiatives chinoises communément désignées sous le vocable Route de la Soie (Belt and Road Initiative, BRI) en Indo-Pacifique.

De leur côté, les chercheurs indiens Vivek Mishra et Pratinashree Basu, de l'Observer Research Foundation, (basé à New Delhi) jugent que la Déclaration de Washington a pour objectif de développer la coopération entre les deux partenaires afin de faire face à la « nature changeante de la menace à laquelle les deux pays sont confrontés sur la péninsule coréenne », mais aussi plus globalement dans la région Indo-Pacifique<sup>7</sup>. Ils voient deux facteurs de motivation de la part de Washington dans cette démarche. « Le premier concerne les assurances de sécurité à l'un des alliés les plus importants du théâtre du Pacifique au sujet d'une dissuasion étendue forte et crédible. [...] Le deuxième facteur est motivé par une tentative constante de l'administration Biden de comprendre l'Indo-Pacifique à la lumière de la menace de la Chine dans son orientation politique [...] ». En plus de protéger son allié de la Corée du Nord, l'objectif de la Maison-Blanche est de prévenir une invasion de Taïwan par la Chine. L'accord AUKUS avec l'Australie et le Royaume-Uni est désormais complété et renforcé par la Déclaration de Washington. « Si l'accord AUKUS a fourni une justification non létale aux efforts croissants des États-Unis dans le Pacifique pour redynamiser leur présence stratégique avec des promesses de sous-marins à propulsion nucléaire, la Déclaration de Washington montre les dents nucléaires avec une « confiance totale<sup>8</sup> » dans ses capacités de dissuasion étendues ». Pour la stratégie américaine en Indo-Pacifique l'architecture d'une alliance solide dans le Pacifique est indispensable. C'est pour cela que Washington développe aussi des accords militaires avec des pays comme les Philippines ou le Vietnam et a poussé au rapprochement stratégique de la Corée du Sud et du Japon. « Pour l'Indo-Pacifique, la Déclaration sert donc de dissuasion non seulement contre l'imprévisibilité de la Corée du Nord, mais aussi de rempart supplémentaire s'ajoutant aux mécanismes de sécurité existants dans une région sujette à des tensions géopolitiques ».

---

<sup>7</sup> Vivek Mishra et Pratinashree Basu, « Washington Declaration: Restoring the Pacific balance », Observer Research Foundation, 12 mai 2023. <https://www.orfonline.org/expert-speak/washington-declaration-restoring-the-pacific-balance/>

<sup>8</sup> Washington Declaration, The White House, 26 avril 2023. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/04/26/washington-declaration-2/>

## À LIRE ET À VOIR AUSSI

- Conférence de presse conjointe entre le président des États-Unis Joe Biden et du président de la République de Corée Yoon Suk-yeol, le 26 avril 2023.  
<https://www.youtube.com/watch?v=kO6SYtVruzY>
- Discours du président sud-coréen Yoon Suk Yeol devant le Congrès américain, le 27 avril 2023.  
<https://www.youtube.com/watch?v=4Ze6O7CjxZY>
- Edouard Pflimlin, « Face à la menace nucléaire nord-coréenne, Corée du Sud, Japon et États-Unis renforcent leur coopération de défense », IRIS, 17 juin 2022.  
<https://www.iris-france.org/168302-face-a-la-menace-nucleaire-nord-coreenne-coree-du-sud-japon-et-etats-unis-renforcent-leur-cooperation-de-defense/>
- Marianne Péron-Doise, « Signature de l'AUKUS : révision des stratégies d'alliances dans l'Indopacifique ? », IRIS, le 7 décembre 2021. <https://www.iris-france.org/163139-signature-de-laukus-revision-des-strategies-dalliances-dans-lindopacifique/>
- Émilie Aubry, « Joe Biden : Tapis rouge pour la Corée du Sud », *Le dessous des Cartes*, Arte, 3 minutes, 27 avril 2023. <https://www.arte.tv/fr/videos/110291-111-A/le-dessous-des-cartes-l-essentiel/>
- John Maggio, « Corée : une guerre sans fin », *Arte*, 89 minutes, 2019.  
<https://www.youtube.com/watch?v=H5nqLTfa3pY>

# L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME  
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.